

Liberté

Un rapport *Nouveaux fronts* préparé pour le Conseil général de la CSI
Octobre 2015



Table des matières

Introduction	3
Fermeture des espaces démocratiques	4
Les conséquences des attaques portées aux droits et aux libertés, et les réponses de la CSI	7
Conséquence : Conflits et déplacements	7
Conséquence : Corruption	9
Conséquence : Impunité et crimes violents	12
Conséquence : Inégalités et attaques portées aux droits de la main-d'œuvre	14

Introduction

NOS DROITS ET NOS LIBERTÉS SONT ATTAQUÉS. NOS ESPACES DÉMOCRATIQUES S'AMENUISENT ET LES POPULATIONS SONT DE PLUS EN PLUS CONFRONTÉES À L'INSÉCURITÉ ET À LA PEUR.

Des millions de personnes empêtrées dans des conflits craignent pour leur vie et cherchent un refuge, créant le plus grand mouvement de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les dépenses militaires représentent toujours près 1.800 milliards de dollars US, soit 2,3 % du PIB mondial. Les coûts humains et économiques des conflits armés en Syrie, en Irak et ailleurs sont incalculables.

Des centaines de millions de personnes qui ne sont pas concernées par les conflits armés ressentent également une peur réelle et omniprésente à cause de gouvernements répressifs et autoritaires qui ne respectent pas les libertés, ni les droits individuels, ni la liberté syndicale, ni les droits au travail.

En outre, partout se fait ressentir la crainte de perdre son emploi et de voir diminuer ses revenus alors que le chômage culmine toujours à des sommets historiques.

La population ne fait plus confiance aux gouvernements. Le sondage d'opinion mondial de la CSI de 2012 a établi que seulement 13 % de la population pensaient que les électeurs avaient une influence sur les décisions économiques. En 2013, l'enquête révélait qu'à peine 13 % des personnes interrogées avaient le sentiment que leur gouvernement tenait compte des intérêts de la main-d'œuvre, et, en 2014, il n'y avait pas un seul pays couvert par le sondage d'opinion mondial où une majorité estimait que le système économique était équitable pour toutes et tous.

Des emplois sont supprimés et le chômage des jeunes devient structurel, s'accompagnant de signes de facture et d'agitations sociales. Les inégalités augmentent et la part des salaires ne rebondit pas du fait de la stagnation économique et des attaques portées aux salaires minimums et à la négociation collective. La protection sociale est menacée à une époque où elle est désespérément nécessaire, accentuant l'appauvrissement généré par l'austérité et la domination que les entreprises exercent sur la sphère politique. La corruption devient de plus en plus endémique et ses effets perniciose se font de plus en plus évidents dans toutes les régions.

Par ailleurs, l'instabilité climatique accentue les risques ; les catastrophes climatiques font des ravages dans les pays et les communautés, et le spectre de grands bouleversements et de conflits provoqués par le changement climatique est de plus en plus réel.

L'humanité est face à des défis énormes qu'elle ne pourra relever que si les populations s'engagent et s'impliquent pour trouver des solutions et les mettre en place. La démocratie est essentielle pour que les peuples aient la possibilité de façonner leur avenir. Pourtant, les droits garantis par la loi, la liberté syndicale, les libertés d'expression et de réunion de la main-d'œuvre et de ses syndicats, des organisations de la société civile et des populations sont menacés. L'espace démocratique rétrécit.

Fermeture des espaces démocratiques

IL NE PEUT Y AVOIR DE VRAIE DÉMOCRATIE SANS DES SYNDICATS LIBRES, REPRÉSENTATIFS ET INDÉPENDANTS.

La représentation collective démocratise les lieux de travail et permet au personnel d'obtenir un partage équitable des revenus qu'il produit et de négocier des conditions de travail décentes. Les organisations syndicales et la négociation collective réduisent les inégalités en augmentant les salaires minimums, et en participant à la réduction de la pauvreté et à l'instauration d'économies pérennes. La demande économique dépend du pouvoir d'achat de la population et la stagnation que connaît l'économie mondiale est en grande mesure due aux décisions politiques de limiter, voire d'empêcher la négociation collective. Les syndicats sont donc, par définition, des moteurs d'un mouvement progressiste pour des sociétés justes et égalitaires.

Néanmoins, tout travailleur vit dans sa communauté. La démocratie et le respect du droit sont essentiels pour que les organisations syndicales puissent effectivement participer aux politiques économiques et sociales, et pour responsabiliser les autorités lorsque les inquiétudes de la main-d'œuvre ne se reflètent plus dans les processus décisionnels.

C'est pour ces raisons que les syndicats ont toujours été en première ligne des combats menés en faveur d'un changement démocratique et de la justice sociale. Dans de nombreux pays, nous sommes la voix organisée de l'opposition au gouvernement agissant pour le compte d'entreprises et d'intérêts particuliers. Les syndicats sont parvenus à mobiliser contre le régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud et ont résisté aux dictatures militaires en organisant des grèves et des grandes manifestations dans des pays comme le Brésil.

Plus récemment, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a joué un rôle essentiel en mobilisant et en négociant au moment de la transition en Tunisie, tout en évitant au pays les bains de sang que d'autres avaient connus lors du Printemps arabe. Les organisations syndicales ont été les moteurs de la rédaction d'une constitution tunisienne qui protège des principes fondamentaux, comme la séparation des pouvoirs, l'indépendance du système judiciaire, la liberté syndicale, et les droits d'organisation et de grève. Les réussites de l'UGTT viennent s'ajouter à la grande tradition militante pour la démocratie et l'état de droit des syndicats.

Toutefois, des gouvernements répressifs et ses alliés au sein des entreprises intensifient encore leurs efforts pour venir à bout des espaces démocratiques. Les syndicats, les organisations de la société civile et les mouvements sociaux, qui exigent une responsabilité publique et que la population ait un droit de regard et participe, constituent une menace potentielle à la concentration des pouvoirs bénéficiant à une petite élite.

Dans nombre de pays, des droits fondamentaux, comme les libertés d'assemblée, d'association et d'expression, qui sont non seulement des piliers des sociétés démocratiques, mais qui permettent aussi aux travailleurs et aux citoyens d'avoir leur mot à dire dans les processus décisionnels, sont menacés au nom de la sécurité.

Les menaces d'attaques terroristes servent de prétextes aux gouvernements pour réduire les libertés fondamentales, fondements de toute société démocratique. Dans d'autres pays, les mesures d'austérité et le désir d'attirer des investissements étrangers ont été utilisés pour propager des lois et des mesures répressives, en vue de freiner la participation.

Des barrières légales et institutionnelles sont introduites pour limiter l'influence publique active. Près de la moitié des États du monde ont mis en place des contrôles qui touchent des dizaines de milliers d'organisations dans le monde entier, réduisant les libertés de réunion, d'association et syndicale.

Dans d'autres cas, l'absence de cadre légal a renforcé la traditionnelle marginalisation des femmes, des jeunes et des minorités. Les normes culturelles et le rapport de force déterminent alors qui participe à la vie politique et qui est laissé de côté.

Il y a eu une augmentation immense du nombre d'arrestations et de détentions arbitraires de travailleurs pour l'exercice de leurs droits de façon légitime et pacifique. Selon les conclusions de l'Indice CSI des droits dans le monde de 2015, le nombre de pays où ces méthodes ont été utilisées pour museler et intimider des militants a augmenté de 35 à 44 l'année passée.

L'année dernière, en réponse aux manifestations et aux mouvements de protestation pacifiques menés à Hong Kong, le Commissaire de police a déclaré que les « principaux responsables » de la Révolution des parapluies, y compris des dirigeants syndicaux, seraient arrêtés.

En Europe, y compris dans des démocraties établies comme l'Espagne, des militants ayant marqué leur opposition aux mesures d'austérité en faisant grève et en manifestant ont été arrêtés ou ont fait l'objet de poursuites pénales.

L'Ouzbékistan et des pays voisins n'ont eu de cesse d'invoquer de fausses accusations à l'encontre de militants de la société civile.

En 2014, en Égypte, environ 1.400 personnes ont été condamnées à mort pour des mouvements de protestation qui ont tourné aux émeutes, motivés par des troubles politiques. Il convient d'ajouter les 1.900 prisonniers torturés après avoir été arrêtés pour leur participation au mouvement de protestation de 2011 au Bahreïn.

Le Comité pour la protection des journalistes rapporte que 61 journalistes ont été tués dans le monde en 2014, alors que les informations recueillies par Global Witness révèlent qu'au moins 116 défenseurs de l'environnement

ont été assassinés en 2014.

Des gouvernements répressifs ont aussi eu recours à des processus d'enregistrement lourds et flous, sans aucune transparence pour gêner les syndicats et les organisations de la société civile. Les demandes ne sont pas examinées dans un délai fixé et les demandeurs ne reçoivent aucune explication ou n'ont droit à aucun appel lorsque leur demande est rejetée. L'examen dure indéfiniment et les demandes sont rejetées sans explication.

Dans au moins 57 pays, des lois limitent la création libre de syndicats sans autorisation préalable, restreignant leurs capacités à mener des activités pacifiques et légitimes. Les militants de la société civile sont eux aussi de plus en plus souvent victimes de tels procédés. En Chine, une nouvelle loi a été adoptée exigeant des ONG qu'elles s'enregistrent auprès de la police et obtiennent une autorisation pour poursuivre leurs activités ; elles doivent en outre présenter des programmes d'activités et des budgets annuels à une unité de supervision.

Les gouvernements ont aussi commencé à contrôler et à couper les financements de programmes en faveur de la démocratie et des droits fondamentaux. Les groupes de soutien internationaux sont harcelés et menacés d'actions en justice vexatoires, et les actions de solidarité internationales sont de plus en plus interdites.

L'Inde a qualifié l'ONG environnementale Greenpeace « d'antinationale », a bloqué ses comptes bancaires, a expulsé des travailleurs étrangers et a empêché du personnel local de voyager à l'étranger. Toujours en Inde, les licences de plus de 13.000 organisations ont été révoquées pour de soi-disant infractions à une loi sur le financement étranger.

La dictature du Bélarus s'attaque aux syndicats indépendants qui luttent pour une véritable représentation de la main-d'œuvre en contrôlant et limitant les fonds de solidarité venant de l'étranger.

Au Kazakhstan et en Azerbaïdjan, on enregistre de graves restrictions du soutien étranger aux syndicats.

Les gouvernements centraux jouent sûrement un rôle majeur dans la tendance mondiale de limiter l'espace

démocratique, mais les responsables politiques locaux y participent souvent en entretenant des relations corrompues avec les forces de sécurité, les entreprises et la criminalité organisée, rendant toutes activités pacifiques et légitimes difficiles, voire dangereuses. Cette situation est souvent courante lorsqu'il s'agit de terres et de ressources, et qu'interviennent des sociétés énergétiques, des industries extractives, des exploitations agricoles à grande échelle et des promotions immobilières. En outre, certaines organisations multilatérales sont réputées pour leur tolérance des abus commis par les gouvernements ou les entrepreneurs.

Un récent rapport de Human Rights Watch, *À vos propres risques*, révèle que la Banque mondiale n'a pas soutenu la mise en place d'un environnement propice à la participation publique et à la responsabilité sociale dans des pays où elle déploie ses programmes et où l'espace est limité ou fermé. L'institution n'a pas non plus dénoncé les tentatives des gouvernements d'affaiblir ces droits, y compris dans des cas où des personnes ont été victimes d'abus précisément parce qu'elles tentaient de communiquer des problèmes liés aux droits aux mécanismes de responsabilisation de la Banque mondiale. Des responsables gouvernementaux et des cadres de sociétés ont intimidé ou harcelé des détracteurs de projets financés par la Banque mondiale, les menaçant d'agressions physiques, de mort, de les poursuivre en justice sans raison et les plaçant sous surveillance. Certaines militantes ont été victimes de menaces et d'abus sexuels. Dans d'autres cas, ils s'en sont pris aux moyens de subsistance des opposants, notamment en menaçant de mettre un terme à leur contrat, de leur supprimer des avantages liés à l'emploi ou d'augmenter leur charge de travail.

Des personnes réagissent en s'organisant mondialement et en faisant entendre leurs voix en dehors des sphères politiques établies. En divers lieux de la planète, des citoyens d'origine diverse se rassemblent derrière des thèmes et des causes qui touchent profondément leur vie, mais dont les gouvernements ne se soucient guère.

Au Chili, après 20 ans sans mobilisation populaire, une large coalition d'étudiants et de syndicalistes ont commencé à exiger une éducation universelle et démocratique, des mesures plus fortes pour protéger les droits des travailleurs et une séparation entre le monde des affaires, et les élites des partis et les responsables politiques. Le 28 mars 2015, plus de 100.000 personnes sont descendues dans les rues et quinze jours plus tard, 200.000 manifestants défilaient dans le pays pour faire connaître leur mécontentement face à une réforme de l'éducation inappropriée.

En Inde, en septembre 2015, des dizaines de millions de travailleuses et de travailleurs ont participé à une grève nationale organisée par dix principaux syndicats pour dénoncer les intentions du premier ministre Modi de priver de grands segments de la main-d'œuvre indienne de la protection de la loi du travail, satisfaisant ainsi des investisseurs locaux et étrangers.

Les principales centrales syndicales indonésiennes, KSBSI, KSPI et KSPSI, ont lancé une campagne nationale sur les salaires minimums et la législation du travail par une manifestation de 25.000 personnes dans les rues de Jakarta.

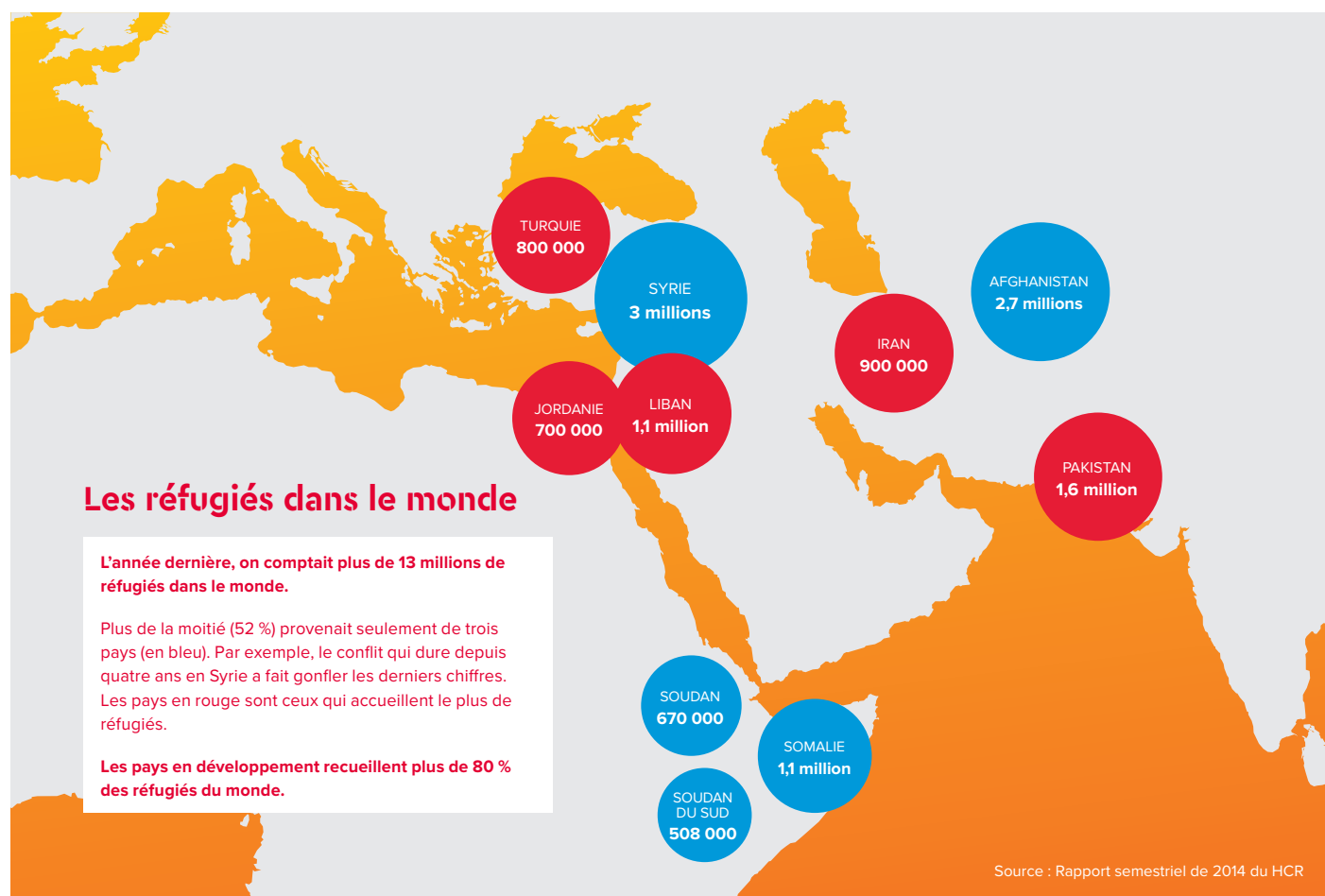
Les mouvements de protestation se multiplient, mais restent pacifiques, même si parfois les réactions policières sont disproportionnées et violentes. Il est évident que, dans tous les pays, y compris dans des démocraties gouvernées par des forces progressistes, les travailleurs et les citoyens doivent exiger et défendre l'espace politique et la démocratie.

Les conséquences des attaques portées aux droits et aux libertés, et les réponses de la CSI

Conséquence : Conflits et déplacements

La conséquence la plus spectaculaire et tragique de la situation économique mondiale actuelle est l'ampleur des déplacements de personnes à cause de conflits armés. Dans certains pays, les gouvernements

s'en prennent à leur propre population, des citoyens prennent les armes contre d'autres dans des conflits ethniques et liés aux terres, et des personnes fuient leur foyer, craignant des actes terroristes et extrémistes.



Le monde est confronté à la pire crise de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale et 80 % des personnes déplacées se trouvent dans des pays en développement. Face aux récents événements, certains gouvernements européens ont pris conscience de la crise, mais tous n'ont pas encore accepté la responsabilité d'accepter des réfugiés fuyant la guerre, le terrorisme et la pauvreté abjecte. Des pays comme la Turquie, le Liban et la Jordanie ont besoin de plus d'aide. Dans presque toutes les nations, la compassion de la population devance celle de ses dirigeants.

De nouveaux chiffres du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) montrent qu'à la fin de 2014, près de 60 millions de personnes avaient fui leur foyer. La moitié d'entre elles sont des enfants. Près de 14 millions de personnes ont été récemment déplacées en 2014. La Turquie, l'Iran et le Pakistan sont les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés. Un réfugié sur quatre est recueilli dans des pays en développement.

Si l'on désire mettre un terme aux conflits et aux déplacements, il faut un véritable engagement politique, une coordination et une action internationales qui vont au-delà des intérêts spécifiques de chaque nation. L'action syndicale peut en faire partie et la CSI y répond en faisant de la paix et de la migration ses priorités et ses domaines de travail.

Réponse : Paix

La CSI s'est engagée en faveur de la non-prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive et de la mise en œuvre du Traité des Nations unies sur le commerce des armes ; elle coordonnera une délégation syndicale à la Conférence sur le désarmement pour le développement en septembre 2016 à Berlin.

Des activités régionales et sous-régionales se concentreront également sur les attaques portées à la liberté syndicale et à son rôle en faveur de la stabilité, de la sécurité économique et de la paix sociale.

La Confédération syndicale arabe a entrepris un travail sur la lutte contre le terrorisme avec l'organisation d'une importante conférence en 2015, et a élaboré un plan de travail de suivi pour 2016.



« Ici, les gens font ce qu'ils peuvent, ils partagent, mais ils n'ont déjà pas assez pour eux. Nous sommes ici à cause de la guerre. Nous voulons juste qu'elle cesse et que nous puissions rentrer chez nous. »

**Busan,
une réfugiée syrienne en Turquie**

Photo: CSI

Réponse : Migration

La migration est une priorité pour la CSI et, outre les plans pour 2016 soulignés, la Confédération continuera de se battre pour la protection sociale et le droit au travail, ainsi que pour d'autres droits civils et politiques pour tous les réfugiés et demandeurs d'asile. Nous continuerons d'exiger des moyens appropriés pour aider les personnes déplacées et pour que les déplacements soient reconnus comme un enjeu de développement.

Nous reconnaissons la compassion et la générosité de la population turque qui ouvre ses portes et ses communautés aux deux millions de réfugiés, et nous saluons l'Allemagne qui a montré l'exemple en Europe. Toutes les nations doivent en faire davantage pour accueillir des réfugiés et résoudre les causes et les conséquences de cette crise mondiale.

Conséquence : Corruption

La corruption est de plus en plus présente dans l'activité humaine. Dans toutes les régions, des gouvernements, des responsables publics, des sociétés, et des institutions sportives, culturelles et communautaires sont rattrapés ou meurtris par des scandales de corruption. De plus, l'évasion fiscale des entreprises continue de causer énormément de dommage sur le plan fiscal et des sociétés recourent de plus en plus aux possibilités de l'économie numérique pour contourner la loi, y compris la législation du travail. De nombreux

pays n'ont pas la volonté politique de légiférer et de poursuivre, l'état de droit ne parvient pas à suivre.

Les scandales qui ont secoué la FIFA ont ouvert un nouveau front dans la lutte contre la corruption et ont montré les liens entre la corruption et la violation des droits des travailleurs.

La corruption sape nos systèmes financiers, nos démocraties et le respect du droit.



« Je m'exprime en tant que joueur, si le Qatar ne change pas, nous aurons la Coupe du monde de la honte et de l'esclavage pour ne pas avoir respecté les droits humains. »

Abdeslam Ouaddou,
ancien footballeur marocain

Photo: Damienne Caron

Réponse : Cohérence mondiale

La fraude fiscale est un thème important, au même titre que le soutien apporté aux principes de l'OCDE pour mettre un terme à l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) qui ont désormais été adoptés par le G20.

La campagne en faveur de la taxe sur les transactions financières se poursuit.

Le Conseil des Global Unions dispose d'un réseau sur la fiscalité que l'ISP coordonne et l'on note un plébiscite en faveur d'une gouvernance internationale assortie d'une responsabilité des Nations unies.

Au niveau des droits dans le sport, un travail a été entamé avec le Comité international olympique dans le cadre de la campagne Play Fair et a abouti à un engagement du CIO en faveur des « droits humains et

des obligations internationales » de la part des villes et des nations hôtes, désormais étendu aux athlètes et aux autres sports. L'Institute for Human Rights and Business et l'OCDE disposent d'initiatives importantes en faveur des droits et de la transparence ayant trait au respect du droit dans les pays hôtes et au sein des institutions sportives.

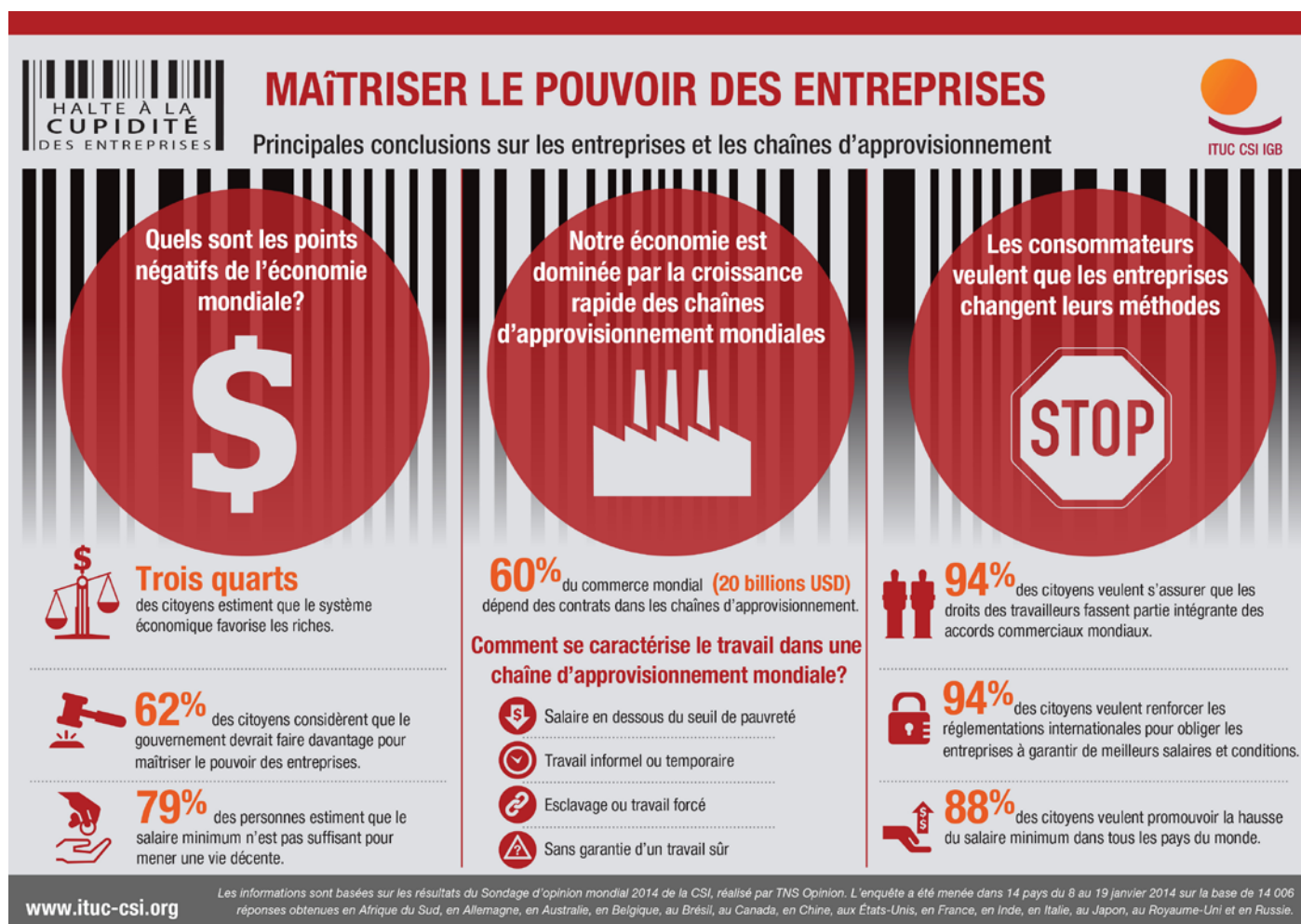
De grands sponsors soutiennent désormais l'appel en faveur d'une « commission indépendante chargée de la réforme » au sein de la FIFA. La campagne va se poursuivre en faisant pression pour obtenir un engagement en faveur des droits au travail dans toutes les villes et les nations hôtes, y compris au Qatar. Par ailleurs, ce genre de droits fondamentaux doivent être respectés le long des chaînes d'approvisionnement de toutes les constructions, de toutes les productions, de tous les transports et services associés à des événements sportifs.

Réponse : Maîtriser le pouvoir des entreprises

Le pouvoir des sociétés multinationales est devenu tel qu'il corrompt désormais l'économie mondiale. Les PDG savent que, trop souvent, leurs bénéfices se font sur le dos de bas salaires qui ne permettent pas aux travailleurs de vivre ; mettent en danger la sécurité, menant à des accidents, voire des morts, indéfendables sur les lieux de travail ; et que ces profits sont gonflés par la fraude fiscale ou dramatiquement liés à la pollution de terres et d'eaux communautaires, alors que leurs équipes de lobbyistes parviennent à convaincre les gouvernements de fermer les yeux sur l'état de droit qui les obligerait à rendre des comptes.

Le personnel caché des sociétés le long des chaînes d'approvisionnement représente des dizaines de millions de travailleuses et de travailleurs, et on y retrouve de plus en plus de travail informel et de cas d'esclavage.

La campagne de la CSI destinée à mettre un terme à l'avidité des entreprises va mobiliser au niveau mondial contre la corruption le long des chaînes d'approvisionnement et en faveur d'un salaire minimum vital, de droits, de conditions de travail saines et sûres, soutenus par le respect du droit national et international. Le G7 a reconnu la gravité du problème, mais il faut aujourd'hui que les actions suivent.



Réponse : Éliminer l'esclavage

Le Qatar a été le point de référence du travail mené pour mettre un terme à l'esclavage et il en sera comme ça encore à l'avenir. La CSI a également étendu ses activités aux Émirats arabes unis, à la Mauritanie, au Niger et au Paraguay. Le Protocole de l'OIT sur le travail forcé nous offre la possibilité de nous organiser dans les pays et au niveau international.

Mais les sociétés qui ont recours à l'esclavage seront également visées et dénoncées ; lorsque cela sera possible, elles seront poursuivies en justice.



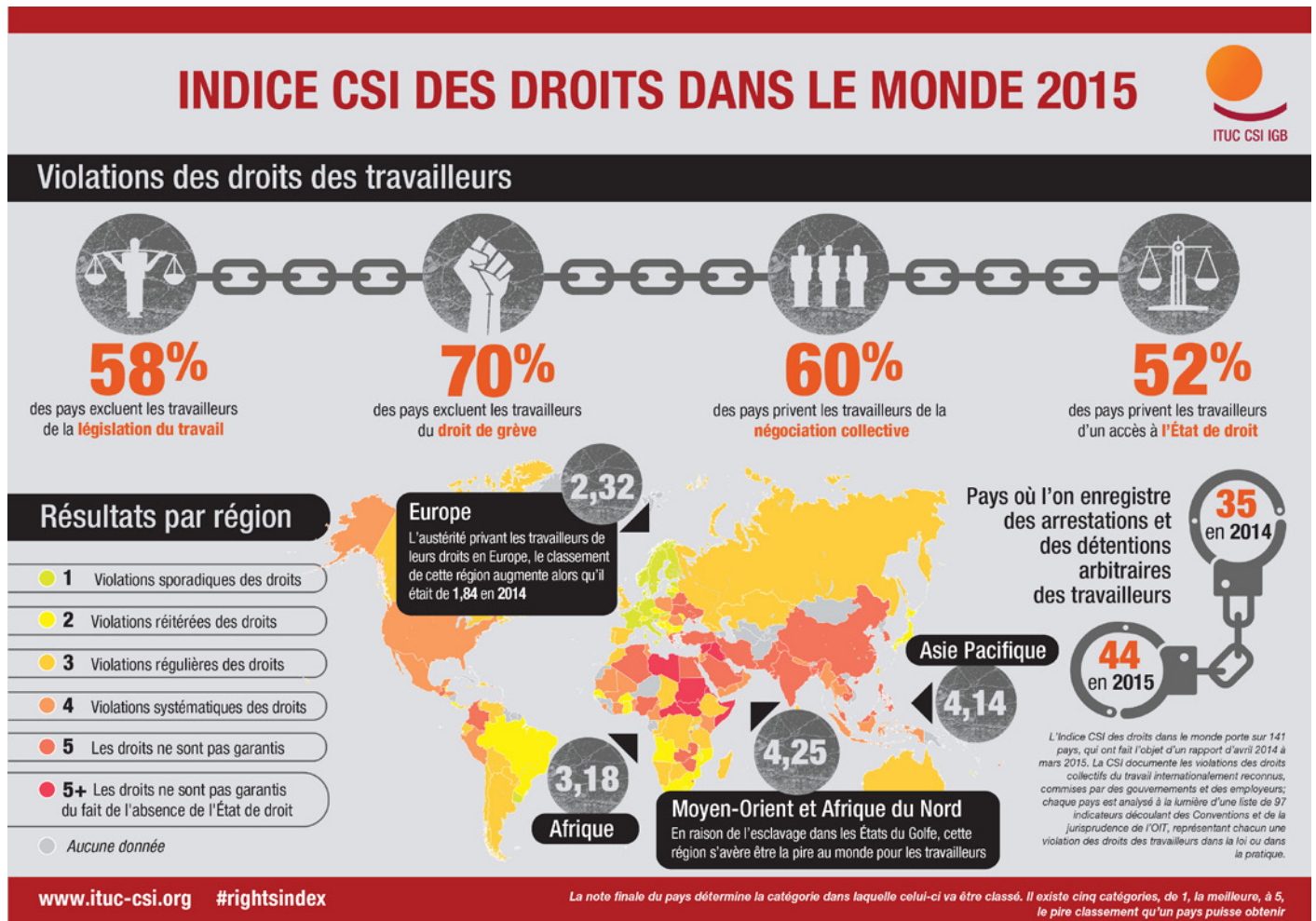
Réponse : Pays à risque

La CSI, aux côtés de la Confédération syndicale des Amériques (CSA), a fait fructueusement campagne pour la Commission internationale spéciale des Nations unies contre l'impunité au Guatemala afin qu'elle continue son travail. Cela a permis de poursuivre le président et d'autres hauts responsables du pays pour des délits de corruption.

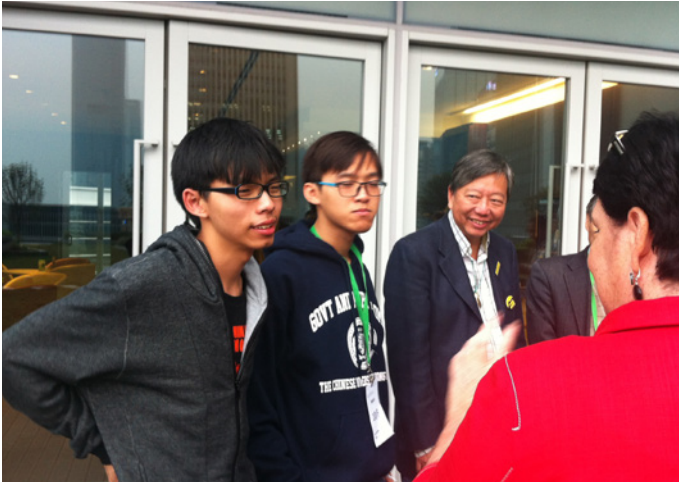
Au Guatemala, le lien entre la corruption et les infractions flagrantes des droits des travailleurs, y compris les meurtres de nombreux syndicalistes, est évident et le pays peut désormais entamer un nouveau chapitre de son histoire.

Conséquence : Impunité et crimes violents

Dans de nombreux pays, des conflits ont abouti à des situations d'impunité et de crimes violents. Des syndicalistes guatémaltèques sont arrêtés, emprisonnés, agressés et assassinés. L'Indice CSI des droits dans le monde montre une hausse des arrestations en 2015.



La violence contre les femmes augmente. Dans le monde, 35 % de femmes ont vécu des violences, qu'elles soient physiques et/ou sexuelles, et 40 à 50 % des femmes ont subi des avances sexuelles ou des contacts physiques non désirés ou d'autres formes de harcèlement sexuel au travail.



« Prendre part aux actions citoyennes est la meilleure chose que j'ai faite depuis quatre années que j'ai intégré les mouvements sociaux étudiants. Je ne le regretterai pas... si j'avais à en payer le prix. »

Joshua Wong,
dirigeant étudiant à Hong Kong

Photo: CSI

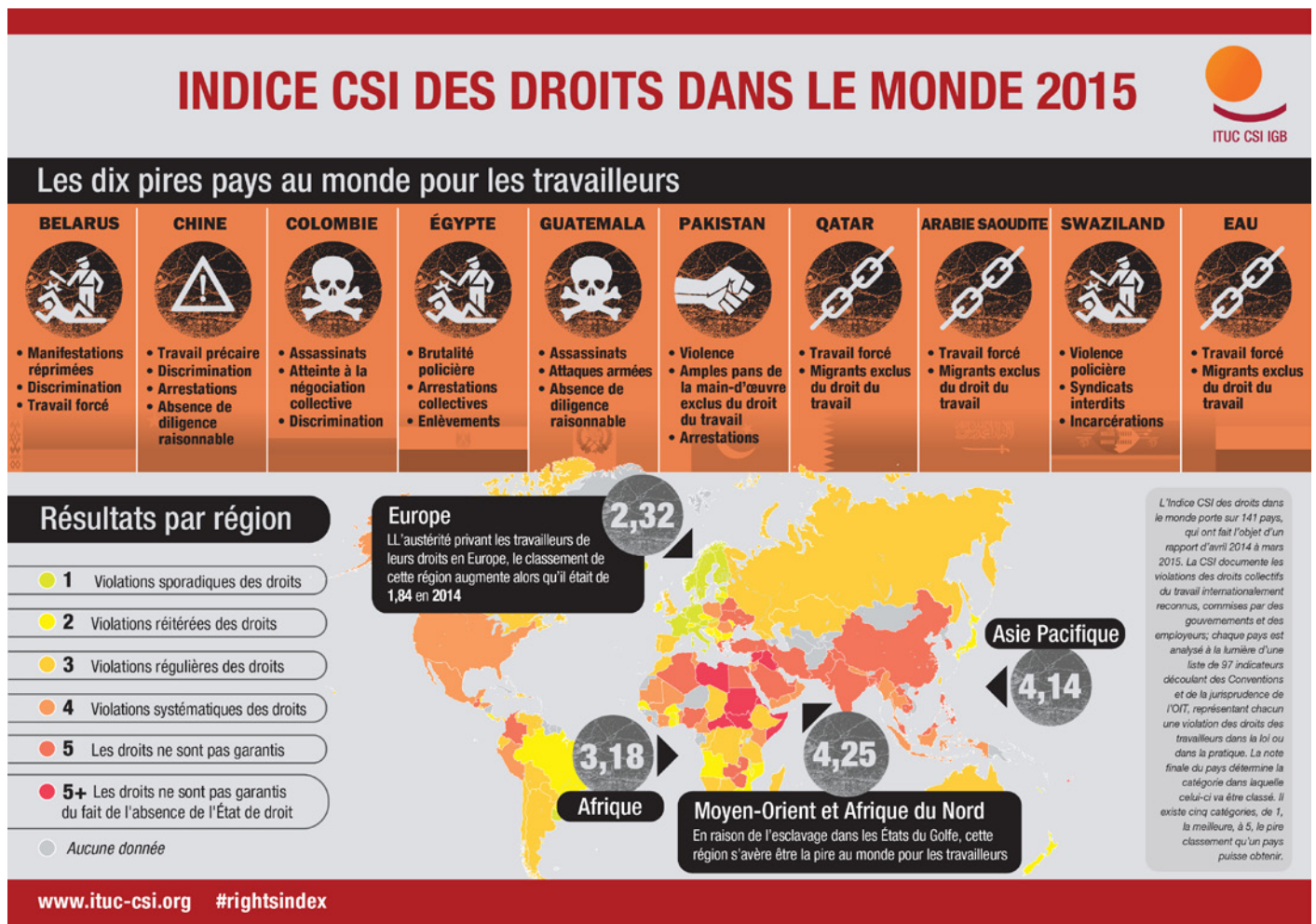
Réponse : Pays à risque

La liste de surveillance de la CSI porte essentiellement sur les solutions nationales et internationales à l'impunité. Outre les actions d'organisation et de sensibilisation, les demandes actuelles pour une Commission d'enquête de l'OIT incluent le Guatemala, les Fidji et le Qatar.

La CSI s'est aussi engagée à obtenir une nouvelle norme de l'OIT sur la violence sexiste.

Conséquence : Inégalités et attaques portées aux droits de la main-d'œuvre

Les attaques portées aux droits de la main-d'œuvre s'intensifient et, si l'Indice des droits dans le monde montre que les États arabes constituent la région la plus oppressive pour les travailleurs, c'est en Europe que l'on constate la plus forte détérioration des droits en 2015.



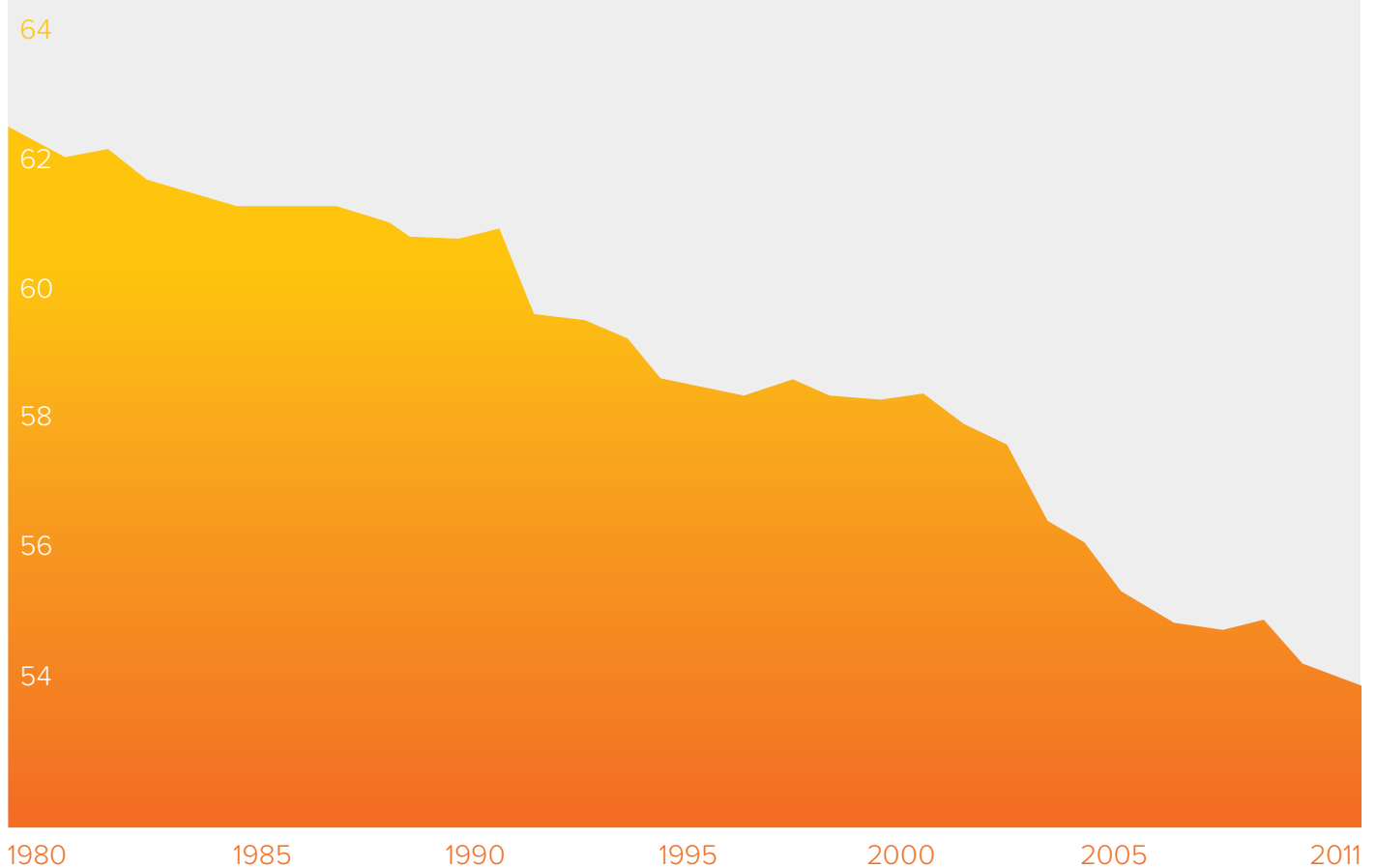
Lorsque cette situation est associée à de faibles salaires et à une chute de la part des salaires dans presque tous les pays, les inégalités augmentent et la demande mondiale s'écroule, menaçant d'autres emplois.



« Les employeurs ne partagent pas leurs richesses. Si vous n'arrivez pas à négocier, vous ne pourrez pas obtenir un salaire décent. »

**Cristina,
Espagne**

Revenus du travail en tant que part de la production mondiale totale



Source : CNUCED (2013), Rapport sur le commerce et le développement, 2013, page 14

Réponse : Cohérence mondiale

Toutes les institutions financières internationales (IFI) reconnaissent désormais l'inégalité comme un risque mondial, mais la bataille pour imposer les solutions – salaires minimums vitaux, négociations collectives, droits et protection sociale – continue.

Les ministres du Travail des pays du G20 ont approuvé ces mesures comme constituant une part importante de la réponse pour accroître la part des revenus. L'enjeu est maintenant d'obtenir la même reconnaissance de la part des dirigeants et d'initier leur mise en œuvre.

La crise des réfugiés réclame des solutions mondiales. La CSI soutient le droit de travailler au même titre que d'autres droits politiques et sociaux, accompagnés de la garantie d'une protection sociale.

Réponse : Organisation

L'organisation et la mobilisation des membres sont essentielles pour renforcer le pouvoir des travailleuses et des travailleurs afin qu'ils puissent à leur tour faire contrepoids grâce à des réformes politiques et à la négociation collective. L'Académie d'organisation de la CSI se concentre sur la formation des principaux organisateurs pour y parvenir.

La défense de la démocratie et des libertés fondamentales est la pierre angulaire du travail de la CSI et est la caractéristique principale de nombreuses de nos activités. En 2016, nous suggérons la tenue d'un sommet d'un jour sur les droits et les libertés démocratiques en lien avec la 16e réunion du Conseil général de la CSI.

Il ne peut y avoir de compromis sur les droits et les libertés démocratiques.

